Bulletin de CSI-France | Solidarité Chrétienne Internationale

Nigeria • Les témoins de la terreur

N° 49 – Mensuel Septembre 2023
CSI-France | 47, rue de la Roquette | 75011 Paris
07 82 58 07 52 | info@csi-france.fr | www.csi-france.fr
www.facebook.com/CSI.francais

Septembre • Intercession sur des sujets d'actualité

Cuba I Le centre animé de la capitale cubaine, La Havane. Or, les Cubains sont limités dans leur liberté de croyance. *wm*
Haut-Karabakh I Des églises près de la ville arménienne de Gyumri. *csi*
Indonésie I Les chrétiens défendent le service religieux à domicile contre des intrus musulmans à Bekasi. *msn*
Soudan I Amar, son épouse Howa, sa mère Alim et deux de ses enfants. La famille lutte quotidiennement pour sa survie. *csi*
Inde I Manki Hasda devant sa maison de fortune. *csi*

Cuba

À Cuba, la liberté de religion est de plus en plus restreinte. Les activités religieuses sont étroitement surveillées par le gouvernement. Les responsables de groupes religieux sont harcelés, arrêtés ou contraints à l'exil. L'office des Affaires religieuses (ORA) du gouvernement cubain fait en outre pression sur les journalistes qui font des reportages sur les conditions de la liberté de religion. Ce contexte de persécution a poussé plusieurs responsables d'Églises à quitter Cuba. *uscirf*

Haut-Karabakh

Depuis le 12 décembre 2022, quelque cent vingt mille Arméniens chrétiens sont enfermés au Haut-Karabakh à cause du blocus de l'Azerbaïdjan. Leur détresse s'accroît de jour en jour. La communauté internationale détourne le regard ou se contente de slogans de paix jusqu'ici inefficaces. CSI s'engage depuis des décennies pour l'indépendance et la sécurité des Arméniens du Haut-Karabakh. Prions pour la levée immédiate du blocus et pour le droit à l'autodétermination des Arméniens du Haut-Karabakh. *csi*

Indonésie

Menés par un fonctionnaire du voisinage, des musulmans ont perturbé un service religieux dans la province de Java occidental. Une vidéo montre comment la pasteure Elysson Lase tente de calmer les intrus et de leur faire comprendre que la communauté prie dans une maison privée. Elle a en outre fait savoir à l'administration communale qu'elle ne construirait pas d'église. « Alors, où est le problème si nous prions ? » La loi indonésienne n'exige pas d'autorisation pour les services religieux à domicile. Le pasteur Henrek Lokra de la Communion d'Églises en Indonésie (PGI) demande que le gouvernement prenne des mesures contre cette perturbation illégale et fasse appliquer la Constitution contre de tels actes arbitraires. Prions pour que les chrétiens d'Indonésie puissent prier chez eux sans être dérangés. *msn*

Soudan

La guerre a également atteint le sud du Soudan, habité par de nombreux chrétiens. Des milliers de personnes fuient la capitale Khartoum vers le Kordofan du Sud (monts Nouba) et le Nil Bleu, et de manière sporadique vers le Soudan du Sud. Une grande partie des déplacés sont originaires de cette région. Mais leurs souffrances ne se terminent pas après la fuite, car ils manquent de tout. Benjamin Barnaba, partenaire de CSI, explique : « La faim se répand ici, aussi bien parmi les déplacés que parmi la population locale." Amar Tutu Sulieman (30 ans), père de trois enfants, est originaire des monts Nouba. Alim, sa mère aveugle, vit avec lui et sa famille dans une minuscule cabane. Les denrées alimentaires pour sa famille sont épuisées. Et pour la prochaine récolte, il devra patienter au moins jusqu'en octobre 2023. « Pour ne pas mourir de faim, nous nous nourrissons de fruits et de feuilles sauvages », explique Amar. *csi*

Inde

Après la mort de son mari, Manki Hasda a continué à diriger une Église dans l'État fédéré du Jharkhand. Mais la résistance dans le village s'est visiblement intensifiée. Des extrémistes hindous voulaient obliger Manki à renier sa foi chrétienne. Malgré tout la veuve et mère d'un garçon hémiplégique a tenu bon. En novembre 2022, des extrémistes hindous ont encerclé la maison de Manki et l'ont menacée de mort. Elle a dû s'enfuir avec son fils et vit depuis lors dans une cabane de fortune. Les partenaires indiens de CSI leur apportent une aide d'urgence. Prions pour que Manki trouve un travail. Demandons surtout à Dieu de protéger les chrétiens menacés en Inde. *csi*

Editorial

Chers Amis de CSI,

C'est la rentrée, le moment de mettre en pratique de bonnes résolutions, de prendre parfois de nouveaux engagements pour l'année à venir. La petite équipe de bénévoles de CSI-France va se retrouver à Paris la semaine prochaine pour discuter de nouvelles actions.

Nous voulons être plus proches des frères et sœurs dans la difficulté, leur faire savoir qu'ils ne sont pas seuls, que nous pensons à eux. Nous vous proposerons des cartes d'encouragements à envoyer, et une grande action de communion pendant la période de l'Avent, afin que vos messages arrivent tous ensemble pour Noel.

Nous continuons à protester auprès des gouvernements et à chercher des soutiens politiques pour provoquer des libérations- cet été en faveur de Noman Masih, condamné à mort au Pakistan pour blasphème (voir page 6). Or il y a quelques jours, le partenaire de CSI au Pakistan Anjum Paul a rendu visite aux parents de Noman. Les parents sont très reconnaissants de savoir que nous sommes à leurs côtés. Lors de leur dernière visite à la prison, Noman leur a raconté qu'il avait entendu les surveillants de prison dire qu'ils devaient bien s'occuper de ce détenu. Ils auraient reçu une lettre du ministère des affaires étrangères disant que Noman devait être bien traité. Il est très significatif que le ministère des affaires étrangères soit impliqué, c'est-à-dire que des pressions ont probablement été exercées de l'extérieur du pays. Il se peut que nos efforts auprès des députés européens donnent déjà de petits résultats !

Continuons à prier sans relâche pour la consolation et la libération des captifs et à agir ensemble dans la mesure de nos moyens.

« Que le Seigneur vous donne, entre vous et à l'égard de tous, un amour de plus en plus intense et débordant » (1 Th 3, 7-13)

Bonne rentrée !

Angélique Gourlay

Sommaire

Intercession
Actualités, sujets de prières 2

Haut-Karabakh
Tamara souhaite une cohabitation pacifique entre les deux peuples 4

Nigéria
Une mère a pu s'échapper de Boko Haram 5

Pakistan
Abandonnez les accusations contre Noman et Sunny ! 6

Pakistan
En sécurité après un nouvel enlèvement 7

LISEZ D'AUTRES ARTICLES,FAITES UN DON OU SIGNEZ UNE PÉTITION C'EST SIMPLE : accédez directement au site Internet avec

CSI est une organisation chrétienne œcuménique de défense des Droits de l'Homme pour la liberté de religion et la dignité humaine.

Editeur : CSI-France • Directeur de la publication : Angélique Gourlay • Rédacteur en chef : Reto Baliarda : reto.baliarda@csi-schweiz.ch • Périodicité : Mensuelle • Traduction : CSI Suisse Romande • Graphisme : Jordi AG, 3123 Belp • Adresse : 47, rue de la Roquette – 75011 PARIS • Téléphone : 07 82 58 07 52 • E-mail : info@csi-france.fr • Site internet : www.csi-france.fr • Facebook : www.facebook.com/CSI.francais • Instagram : www.instagram.com/csi.francophone • Mise en page et impression en France : Divine Com'elle - amelie@divine-comelle.com • Tirage : 200 exemplaires • ISSN : 1028-6888

Nous souhaitons expressément que nos articles soient diffusés. En cas de citations, nous vous prions d'indiquer clairement votre source (CSI) et de nous faire parvenir un exemplaire de votre publication. En cas de modification, merci de prendre contact avec la rédaction.

Sources : **admin** admin.ch | **csi** Christian Solidarity International | **msn** Morning Star News | **onu** Organisation des Nations unies | **uscirf** Commission des États-Unis sur la liberté religieuse internationale | **wm** Wikimédia

Haut-Karabakh ■ Tamara souhaite une cohabitation pacifique entre les deux peuples

Tamara a fui le Haut-Karabakh pour l'Arménie lors de l'attaque azerbaïdjanaise de l'automne 2020. Les assaillants ont rasé son village natal. Malgré les souffrances inconcevables qui lui ont été infligées, elle insiste auprès de CSI : « Les Azerbaïdjanais sont des êtres humains comme nous. »

Tamara souffre de la pression de l'Azerbaïdjan. Mais pour elle, les Azerbaïdjanais sont avant tout des êtres humains. csi

Joel Veldkamp, collaborateur de CSI, a rencontré Tamara dans le village de Tegh, près de la ville de Goris en Arménie orientale. Cette robuste grand-mère avait fui le Haut-Karabakh avec sa famille le premier jour de la guerre d'agression azerbaïdjanaise de fin septembre 2020. « Notre village était florissant. C'était comme le jardin d'Eden. Même si on n'allait pas travailler, on pouvait couvrir ses besoins personnels en nourriture avec son propre lopin de terre », dit-elle en se remémorant avec nostalgie sa vie au Haut-Karabakh.

Aujourd'hui, Tamara vit avec ses enfants et petits-enfants dans une petite maison près de l'endroit où commence le blocus de la seule route reliant le Haut-Karabakh au monde extérieur. Depuis la porte de leur maison, Tamara et les autres membres de la famille peuvent voir les collines verdoyantes du Haut-Karabakh de l'autre côté de la frontière.

Mais ils savent aussi qu'ils ne peuvent pas rentrer chez eux. Les combattants azerbaïdjanais ont rasé leur village il y a trois ans.

Tegh également attaqué

Ce n'est pas seulement le Haut-Karabakh qui est menacé, mais la République d'Arménie elle-même. Deux semaines après la visite à Tegh, le 11 avril 2023, l'armée azerbaïdjanaise a bombardé le village. Les partenaires de CSI ont aidé à évacuer les femmes, les enfants et les personnes âgées de la région.

Cent ans après que le peuple arménien a été presque anéanti lors du génocide de 1915, son avenir dans sa patrie est à nouveau en danger.

Pas de haine envers ses « ennemis »

Lors de sa visite à Tegh, Joel Veldkamp a demandé à Tamara ce qu'elle pensait des Azerbaïdjanais. Après tout, le gouvernement azerbaïdjanais a infligé tant de violence et de souffrance à elle et à sa famille.

Tamara s'est arrêtée un instant avant de répondre : « Vous savez quoi, ce sont des gens tout à fait normaux, comme nous. Ils souffrent autant que nous. Je ne peux pas les détester. Laissez-les revenir à la raison pour que nous puissions vivre en voisins. »

CSI travaille en Arménie pour aider les réfugiés du Haut-Karabakh à trouver des logements et de nouveaux emplois et à créer des entreprises. CSI soutient également des programmes au Haut-Karabakh, notamment le centre de réhabilitation Lady Cox dans le chef-lieu Stepanakert, où les personnes handicapées et les blessés de guerre reçoivent des soins de pointe. Depuis le 12 décembre 2022, les Arméniens du Haut-Karabakh sont bloqués par l'Azerbaïdjan. • Joel Veldkamp

Nigéria ■ Une mère a pu s'échapper de Boko Haram

Fade Sale a vécu une souffrance inconcevable. Son mari a été tué par des islamistes de Boko Haram. Elle-même a été prisonnière pendant des années. Trois de ses cinq enfants sont toujours détenus par les terroristes. Malgré toute sa détresse, Fade est reconnaissante pour l'aide alimentaire reçue de CSI.

Après des années de captivité, elles ont réussi à s'échapper : Fade (à droite) avec ses deux plus jeunes filles Hawa et Momi. Aisha et ses deux frères sont toujours aux mains de Boko Haram. CSI

Franco Majok, responsable CSI pour le Nigéria, a récemment rencontré la chrétienne Fade Sale et ses deux filles dans le camp de déplacés de Shagari dans la ville de Maiduguri, capitale de l'État fédéré nigérian de Borno où le groupe terroriste islamiste Boko Haram est actif.

Cette mère de cinq enfants a vécu des choses horribles en tant qu'otage de Boko Haram et souffre toujours de ce traumatisme. Malgré tout, elle est prête à nous raconter son histoire :

« J'ai grandi dans le village de Waraba. Issue d'un milieu très modeste, je n'ai pas appris à lire ni à écrire. Même mes filles Hawa et Momi ne sont jamais allées à l'école. Petite fille, j'aidais ma mère à cuisiner et à ramasser du bois de chauffage. »

Plus tard, Fade s'est mariée avec un enseignant et a fondé avec lui une famille. Avec ses deux fils et ses trois filles, le couple a vécu une période heureuse dans le village majoritairement musulman de Waraba, où chrétiens et musulmans cohabitaient en paix.

L'attaque

Sa vie de famille a volé en éclats un jour d'août 2014. Fade travaillait dans un champ quand elle a soudain entendu des coups de feu. « Les tirs se sont intensifiés et les personnes dans le champ ont fui dans toutes les directions. Prise de panique, je me suis précipitée chez moi pour mettre mes enfants en sécurité », raconte-t-elle.

Mais elle n'est pas allée bien loin. Les terroristes de Boko Haram ont capturé Fade et ses enfants et les ont emmenés dans le village de Chikede, qui est encore aujourd'hui

Qu'adviendra-t-il des camps de déplacés à Maiduguri ?

La grande ville de Maiduguri a été frappée pendant des années par le terrorisme islamiste. Le risque d'attentat était considérable. Lors de la visite de Franco Majok à Maiduguri, les partenaires de CSI lui ont assuré que la situation était actuellement calme. Une décision du gouverneur de l'État fédéré de Borno, selon laquelle tous les camps de déplacés internes de Maiduguri doivent être fermés, leur donne quelques inquiétudes. Certains camps ont déjà cessé de fonctionner, y compris ceux où se trouvaient des déplacés ayant bénéficié de l'aide de CSI. L'organisation a fourni à ces derniers un financement initial pour créer un petit commerce. Fade Sale bénéficierait également de ce soutien si son camp de Shagali devait fermer ses portes.

un bastion des terroristes. « Mes deux fils m'ont été enlevés. Aisha, ma fille aînée, a dû épouser un combattant de Boko Haram. Hawa, Momi et moi sommes restées ensemble. Mais nous avons été forcées de nous convertir à l'islam. »

La fuite

Pendant sept ans, Fade et ses deux filles ont vécu comme des prisonnières sans droits. L'idée de s'évader leur trottait sans cesse dans la tête. Finalement, elles se sont échappées un vendredi, alors que tous les membres de Boko Haram priaient à la mosquée. Leur fuite s'est terminée au centre d'accueil de Pulka, où elles sont restées un an. Ensuite, elles ont été emmenées à Maiduguri, dans le camp de Shagari.

Ici, Fade se sent en sécurité. De plus, elle peut gagner un petit revenu en travaillant comme salariée chez divers fermiers. Mais les conséquences de l'attaque de Boko Haram sont lourdes. Son mari a été tué quatre mois après l'attaque alors qu'il tentait de s'enfuir au Cameroun. Les deux fils de Fade et Aisha sont toujours entre les mains de Boko Haram. « L'un de mes fils a même rejoint les terroristes en tant que combattant, se plaint-elle. Je prie Dieu chaque jour pour qu'il m'aide à retrouver mes trois enfants. »

Malgré tous ses soucis, Fade ne perd pas espoir. Elle est également reconnaissante envers CSI de leur fournir régulièrement, à elle, Hawa et Momi, de la nourriture et des vêtements. • Reto Baliarda

Pakistan • Abandonnez les accusations contre Noman et Sunny !

CSI s'est adressé au ministre de la Justice Azam Nazeer Tarar. Le Pakistan doit abandonner les accusations de blasphème portées contre les cousins chrétiens Noman Masih et Sunny Waqas.

Les parents de Noman Masih avec la photo de leur fils emprisonné. csi

Le 30 mai 2023, un tribunal de la ville de Bahawalpur a condamné à mort Noman Masih. Le jeune chrétien aurait tenu des propos blasphématoires à l'égard de l'islam. Son équipe d'avocats a fait appel auprès de la Cour suprême de Lahore.

De son côté, CSI a écrit au ministre de la Justice Azam Nazeer Tarar pour le sommer d'annuler les accusations de blasphème portées contre Noman Masih et son cousin Sunny Waqas.

Les deux cousins ont été arrêtés à quelques jours d'intervalle en 2019. Sunny est accusé d'avoir imprimé des croquis blasphématoires de Mahomet, le prophète de l'islam, et de les avoir montrés à d'autres personnes. Sunny aurait déclaré à la police que son cousin Noman avait partagé ces dessins avec lui. Tous deux ont alors été placés en garde à vue. En février 2023, Sunny a été libéré sous caution. Noman est toujours dans le couloir de la mort à Bahawalpur.

CSI fait le maximum

CSI soutient financièrement les familles de Noman et Sunny ainsi que leurs avocats. En parallèle nous agissons au niveau politique. Dans sa lettre au ministre pakistanais de la Justice Tarar, CSI International rappelle que les lois sur le blasphème sont incompatibles avec le Pacte international relatif aux droits civils et politiques que le Pakistan a ratifié et CSI demande explicitement « des garanties pour la sécurité de Noman Masih et Sunny Waqas après leur sortie de prison ». De leur côté, CSI-France et CSI Allemagne ont alerté des parlementaires européens qui avaient déposé une résolution commune du Parlement en 2021 " sur les lois sur le blasphème au Pakistan, en particulier le cas de Shagufta Kausar et de Shafqat Emmanuel ". Or ces deux personnes avaient été acquittées par la suite. • Morven McLean / Angélique Gourlay

Pakistan • En sécurité après un nouvel enlèvement

Nayab Gill a été enlevée deux fois par son employeur, dont une fois sous la menace d'une arme. Grâce à l'aide d'une voisine, elle a pu s'échapper.

À l'âge de 13 ans, la chrétienne Nayab Gill a commencé à travailler dans le salon de coiffure de Saddam, un musulman. Elle s'est vue contrainte de le faire pour soutenir financièrement sa famille pendant la crise du Covid-19. « Le travail me procurait du plaisir. Je m'entendais bien avec Saddam et ses quatre filles. Elles ont toutes contribué à faire fonctionner le salon de beauté », raconte Nayab.

Attirée par l'islam

Mais chaque jour qui passait, l'intérêt de Nayab pour l'islam grandissait ; sa relation avec ses parents se refroidissaient à vue d'œil, alors que Saddam, marié à trois femmes, se réjouissait beaucoup. Il lui a offert un tapis de prière et lui a appris à prier cinq fois par jour en s'orientant vers la Mecque. Les parents de Nayab étaient inquiets de l'évolution de leur fille. En mai 2021, ils ont décidé de ne plus la laisser travailler dans le salon de coiffure de Saddam. Cela n'a pas plu au propriétaire musulman : le lendemain, il a fait irruption dans l'appartement de la famille et a enlevé Nayab.

Le 14 juillet 2021, le partenaire CSI Anjum a réussi à faire libérer Nayab au cours d'une opération périlleuse et à la ramener à sa famille. Mais la joie devait bientôt se transformer en horreur. Quelques jours plus tard seulement, des hommes armés ont fait irruption au domicile de Nayab et l'ont ramenée sous le contrôle de Saddam.

CSI a contesté l'affaire sur le plan juridique. Le 17 août 2022, Nayab a comparu devant le tribunal avec son tortionnaire. Nayab avoue : « Sous la pression, j'ai affirmé que j'étais musulmane et que j'avais 18 ans. » Et ce, bien que ses parents aient présenté son acte de naissance sur lequel figurait 2007, son année de naissance. En s'appuyant sur le droit islamique (une fille est considérée comme adulte après ses premières règles), la Cour suprême de Lahore a décidé que Nayab était majeure. Elle pouvait donc prendre ses propres décisions. En d'autres termes, elle devait rester avec Saddam.

Un plan d'évasion réussi

Nayab souffrait de plus en plus des mauvais traitements, de l'exploitation sexuelle et de la violence psychologique dans l'entourage de son patron, avec lequel elle était mariée de force. Sa lueur d'espoir a été de nouer des contacts avec une voisine musulmane qui lui voulait du bien. Peu à peu, elle lui a révélé les sévices qu'elle subissait.

Cette femme courageuse avait prévu de libérer Nayab de l'emprise de son ravisseur. « Le 15 avril 2023, alors que Saddam n'était pas à la maison, j'ai pris mon courage à deux mains et je suis montée sur le toit, d'où je pouvais facilement sauter sur le toit plat attenant de la voisine », explique Nayab en décrivant sa fuite. La libératrice n'a pas hésité longtemps et a donné à la jeune fille l'argent nécessaire pour qu'elle puisse voyager jusque chez sa famille. Pour ne pas être reconnue, Nayab s'est entièrement couvert le visage.

Nayab (à droite) avec sa conseillère qui l'accompagne spirituellement. csi

La joie de la famille fut grande lorsque Nayab arriva à la maison. Mais Saddam ne la retrouverait-il pas ? Cette crainte était justifiée. C'est pourquoi notre partenaire pakistanais Anjum a immédiatement emmené la famille dans un quartier chrétien d'une autre ville. Elle est désormais en sécurité.

Droguée et abusée

Nayab a besoin d'un traitement médical. En effet, elle a souvent été violée après avoir été droguée par Saddam. Cela a provoqué chez elle des dommages physiques et psychiques.

CSI prend en charge les coûts des soins médicaux et fournit une aide financière à la famille appauvrie. « Nous en sommes extrêmement reconnaissants », déclare le père. Dans un avenir proche, Nayab obtiendra une place de formation dans le foyer protégé de CSI. CSI s'engage juridiquement pour que le mariage de Nayab soit annulé.

• Reto Baliarda

« J'ai grimpé sur le toit, ainsi je pouvais facilement sauter sur le toit plat attenant de la voisine. » Nayab Gill, chrétienne libérée

Aidez les déplacés du Nigéria à sortir de la misère

Voici des exemples de l'utilisation de votre don :

60 € contribution à l'aide alimentaire pour une famille déplacée (20 € après déduction fiscale)

80 € contribution à la création d'un petit commerce pour une famille déplacée (27,20 € après déduction fiscale)

110 € financement initial pour un petit commerce pour une famille déplacée (36,30 € après déduction fiscale)

Gladys Orjiogbu, mère de sept enfants, a longtemps vécu dans la ville de Maiduguri, au nord-est du Nigéria. La menace croissante de l'organisation terroriste islamiste Boko Haram a contraint la famille à fuir dans l'État fédéré d'Enugu, au sud du pays. Ici, Gladys peut démarrer un petit commerce grâce à l'aide de CSI. Merci de nous aider à offrir une nouvelle existence aux chrétiens menacés comme Gladys.

Découpez le bulletin à renvoyer avec votre réglement

Coupon de soutien à retourner à CSI-France

47 rue de la Roquette - 75011 PARIS

☐ …… € (montant de votre choix)

☐ *Veuillez trouver ci-joint mon versement par chèque* ***à l'ordre de CSI-France****.*

☐ *Je souhaite recevoir un reçu fiscal qui me permettra de* ***déduire de mes impôts 66% de mon versement*** *dans la limite de 20% de mon revenu imposable. Si je souhaite recevoir* ***un seul reçu par an****, je coche la case ci-contre :* ☐

Je reste informé :

☐ Je m'abonne au bulletin papier mensuel (gratuit)

☐ Je m'abonne à la newsletter, voici mon adresse email : ……

Mon message :

……

……

……

Pour soutenir CSI-France dans la durée :

☐ ***J'opte pour le virement permanent, je remplis ce volet et je l'adresse à ma banque.***

Par le débit de mon compte numéro ……, je demande à ma banque d'effectuer un virement régulier (résiliable à tout moment) sur le compte bancaire de CSI-France :

IBAN N° FR98 2004 1000 01007015 4K02 081 BIC N° PSSTFRPPPAR

Virement : ☐ Mensuel ☐ Trimestriel ☐ Autre (préciser) : ……

Montant : ☐ 15 € ☐ 30 € ☐ 50 € ☐ 80 € ☐ Autre : ……

Date : …… Lieu : …… Signature : ……